



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 28 mai 2015

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV 7

Affaire suivie par : Thierry REDONNET
N/Réf : 2015/510

Téléphone : 05 61 15 39 97
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : thierry.redonnet
@ developpement-durable.gouv.fr

Objet : Carrière de roches alluvionnaires exploitée par la société CEMEX GRANULATS Sud-Ouest sur le territoire des communes de Salles sur Garonne et de Lafitte-Vigordane .

Demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état d'une carrière présentée par la société CEMEX GRANULATS Sud-Ouest en date du 24 avril 2015.

Réf : Dossier du 24 avril 2015

N°S3IC : 68/581

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PRÉFET de HAUTE-GARONNE

Par transmission visée en référence, Monsieur le Préfet a adressé, pour avis, au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, inspecteur des installations classées, un dossier daté du 24 avril 2015 de la société CEMEX Granulats Sud-Ouest relatif à une demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de sables et graviers située sur le territoire des communes de Salles sur Garonne et Lafitte-Vigordane.

1. situation administrative de l'établissement et objet de la demande

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de la dite carrière a été notifié le 21 août 1995 pour une durée pour une durée de 29 ans et arrive à son terme le 28 mars 2024. La superficie autorisée est passée de 127 ha à environ 92 ha suite à 3 fins de travaux partielles en 2004, 2006 et 2010.

L'installation de traitement de granulats présente sur le site dispose de son propre arrêté préfectoral, obtenu en 1999.

Conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 1995, l'exploitant a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet les éléments qui l'ont amené à solliciter une demande consistant à modifier les conditions d'exploiter et de remise en état, avec une augmentation de la

superficie autorisée initiale de 1 ha 76 a 30 ca sur le territoire de Salles sur Garonne.

2. Examen du dossier

Le dossier comporte tous les éléments nécessaires pour permettre de juger de la pertinence de la demande, intégrer dans la superficie autorisée, trois parcelles enclavées qui n'avaient pas pu être maîtrisées lors de la demande initiale, proposée par le pétitionnaire.

Les parcelles demandées en extension se trouvent localisées dans le secteur NCa du plan d'occupation des sols (POS) de la commune de Salles sur Garonne, qui couvre les espaces réservés à l'exploitation des carrières.

D'après le schéma départemental des carrières de la Haute-Garonne, cette carrière n'est pas située dans une zone de contraintes.

Le projet d'extension ne va pas nuire au respect des orientations du SDAGE.

3. Objet de la modification

L'exploitant, ayant obtenu la maîtrise foncière, souhaite intégrer dans son périmètre d'autorisation trois parcelles enclavées, d'une superficie totale de 1 ha 76 a 30 ca. Les enclaves cadastrales sont des parcelles agricoles libres de toute occupation, qui ne présentent aucune servitude.

L'exploitation, jusqu'à l'expiration de l'autorisation, sera réalisée selon 2 phases distinctes, comprenant l'extraction et le réaménagement coordonné. Le phasage diffère de celui autorisé par son sens d'exploitation (Sud-Est-Nord-Ouest). La méthode d'extraction, avec un excavateur à godets, restera inchangée.

La méthode et la nature de la remise en état resteront inchangées et seront réalisées conformément au plan de réaménagement actuellement autorisé. Les enclaves seront intégrées dans le plan d'eau final des Hôpitaux.

Nouvelles parcelles cadastrales

Commune	Section	Lieu-dit	Parcelle	Surface
Salles sur Garonne	B	Houillères	153	1 ha 05 a 80 ca
Salles sur Garonne	B	Houillères	166	0 ha 51 a 60 ca
Salles sur Garonne	B	Houillères	168	0 ha 18 a 90 ca

Superficie totale : 1 ha 76 a 30 ca

4. Incidence du projet

4.1 Impact paysager

D'un manière générale, l'impact visuel et l'intégration dans le paysage du projet ne seront que peu modifiés par rapport à la demande initiale. Des merlons sont en place afin d'éviter toute vue directe sur le site. L'exploitation des parcelles enclavées n'aura qu'un faible impact visuel.

4.2 Autres impacts

En matière d'impacts sur les eaux superficielles ou souterraines, sur le voisinage, sur la sécurité, sur les niveaux sonores et sur les poussières, les modifications envisagées n'ont pas de conséquence par rapport au précédent projet. Les matériaux extraits des enclaves feront l'objet d'un acheminement vers l'installation de traitement par bandes transporteuses, les envois de poussières seront, de ce fait, très réduits.

Aucune circulation de véhicules ne sera générée par l'exploitation des parcelles enclavées.

5. Garanties financières

Par rapport au montant des garanties financières, celui-ci sera actualisé à partir du dernier indice TP 01 conformément au mode de calcul prévu de l'arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié.

Phases	Période	Montant des garanties financières
1	2015-2019	533 361 €
2	2020-2024	613 479 €

Calcul avec l'indice TP01 de juin 2014 : 700,5

Ces montants sont susceptibles d'être modifiés en fonction de l'évolution de l'indice TP 01.

6. Procédure applicable

Au regard des dispositions de l'article R512-33-II du Code l'Environnement, le fait d'intégrer dans le périmètre d'autorisation trois parcelles enclavées d'une superficie réduite peut être considéré comme non substantiel. Aussi, la demande présentée par la société CEMEX Granulats Sud-Ouest peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire. Il est pris sur proposition de l'inspection des installations classées conformément à l'arrêté R512-31 du Code de l'Environnement et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, « formation spécialisée carrières ».

7. Propositions – Conclusion

Compte tenu

- de l'emplacement des trois parcelles enclavées et de leur faible superficie,
- de la maîtrise foncière de ces parcelles par l'exploitant,
- de l'absence d'impact pour l'environnement,
- de l'actualisation des garanties financières,

dans le but d'utiliser de façon rationnelle la ressource du sous-sol, nous proposons de donner un avis favorable à la demande présentée par la Société CEMEX Granulats Sud-Ouest. En conséquence nous soumettons le projet d'arrêté préfectoral, ci-joint, qui modifie et complète l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 août 1995 modifié, sur la superficie, le phasage, le réaménagement et le montant des garanties financières de la carrière, à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, « Formation Spécialisée Carrières ».

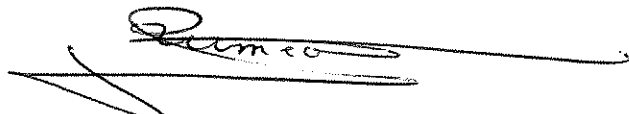
Pour le directeur et par subdélégation
l'inspecteur de l'environnement



Thierry REDONNET

Vérifié, et validé le 29/05/2015

L'inspecteur de l'environnement



Dominique RUMEAU

